

L'honorable monsieur nous a dit que, naturellement, les députés de la Nouvelle-Ecosse voteront pour une proposition comme celle-ci ; mais je doute beaucoup qu'ils le fassent. Une grande partie de la Nouvelle-Ecosse est opposée à cette taxe. Ainsi, en quoi Kings, Hants, Annapolis, Digby, Lunenburg, Antigonish et Guysborough y sont-ils intéressés, si ce n'est de la manière que chaque comté est indirectement intéressé à la prospérité de tout le pays ?

L'honorable député voudrait faire croire aux gens que la majorité des habitants de la Nouvelle-Ecosse est intéressée dans les mines de houille. Loin qu'il en soit ainsi, l'industrie houillère, toute importante qu'elle soit, ne peut pas être comparée à celle de la pêche ou des bois de construction.

M. MacDONNELL — Est-ce que toute la population de la Nouvelle-Ecosse n'est pas intéressée dans les mines de houille, puisqu'il y a un droit régulier qui contribue à remplir le trésor provincial ?

M. JONES — Je vous demande un peu ce que la Chambre a à faire avec cela ? Il est vrai que plus il est extrait de houille dans la Nouvelle-Ecosse plus il entre d'argent dans le trésor provincial ; mais je prétends qu'il est placé plus de capitaux dans l'industrie de la pêche, qui donne de plus grands profits que celle des mines.

Ces messieurs savent fort bien qu'ils ne pourront jamais obtenir un droit sur la houille à moins qu'il ne soit suivi d'une augmentation générale du tarif.

On a parlé d'une résolution adoptée par les fabricants de Toronto. Que signifiait-elle ? Ces messieurs essayaient depuis trois ou quatre ans d'exercer sur le Parlement une pression suffisante pour faire augmenter la proportion des impôts sur les effets manufacturés. Ils passèrent une résolution qui signifiait qu'ils étaient prêts à accepter un droit sur le charbon, mais ils savaient que cela signifiait en même temps une augmentation générale des droits imposés sur les effets qui les intéressaient spécialement, ce qui aurait été plus qu'un équivalent.

Ceux qui demandent un droit sur la houille auraient à payer plus sous forme des impôts qu'ils auraient à payer sur d'autres articles, que le bénéfice qu'ils espèrent en retirer, quoique je n'admette pas qu'ils en retireraient réellement à la faveur d'une plus forte protection des intérêts miniers. Le Parlement ne pourrait rien faire dans ce sens qui n'aurait pas l'effet de gêner l'importante industrie de la pêche dans la Nouvelle-Ecosse.

Les messieurs de la gauche prétendent que si le tarif était augmenté, nous aurions un plus grand nombre d'habitants pour consommer nos produits ; mais je défie ces messieurs d'indiquer aucun moyen par lequel le gouvernement pourrait, directement ou indirectement, faire le moindre bien aux pêcheurs. Le poisson qu'ils retirent de la mer n'est pas consommé dans le pays, mais il faut qu'il soit exporté à l'étranger ; et cependant, ces messieurs, qui représentent une classe aussi considérable, demandent au Parlement d'imposer un nouveau fardeau très lourd sur les épaules des pêcheurs, afin de favoriser quelques personnes intéressés dans les mines de houille.

De même, dans le cas des produits de nos forêts nous pourrions augmenter la valeur de 1,000 pieds de bois par aucun droit imposé sur les marchandises importées. Ainsi, tout ce qu'ils pourraient faire en augmentant les droits, serait de faire payer une certaine somme de plus aux fabricants de bois et aux pêcheurs, qui gagnent cependant leur argent si péniblement, pour la faire passer dans la bourse de quelques autres.

La responsabilité qui me revient étant aujourd'hui plus grande qu'autrefois, je suis obligé d'exercer la plus grande circonspection et la plus grande prudence dans une affaire d'une aussi grande importance pour les habitants de la Nouvelle-Ecosse ; et en considérant tous les intérêts qu'elle concerne, et les différentes classes que cette proposition affecterait, je dois dire que je ne pense pas qu'il serait de l'intérêt de la population de la Nouvelle-Ecosse, après tout, d'imposer ce droit sur le charbon, s'il était accompli, comme il le devra nécessairement l'être, et comme les messieurs de l'opposition admettent qu'il devra l'être,